

Quelques données sur la Mongolie intérieure (note de recherche)

Gérard Lavoie

Volume 5, numéro 3, 1981

La dérision des pouvoirs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006052ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006052ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lavoie, G. (1981). Quelques données sur la Mongolie intérieure (note de recherche). *Anthropologie et Sociétés*, 5(3), 129–136.
<https://doi.org/10.7202/006052ar>

QUELQUES DONNÉES SUR LA MONGOLIE INTÉRIEURE*

(note de recherche)

Gervais Lavoie
Département d'anthropologie
Université de Montréal



Le 1er mai 1947, le Parti communiste chinois forme la première « Région autonome » de ce qui, deux ans plus tard, deviendra la République populaire de Chine. En principe, il s'agit d'appliquer, à une région habitée et reconnue comme appartenant à une minorité, la politique du droit à l'égalité des peuples. En pratique, la formation de la « Région autonome de Mongolie intérieure » est avant tout l'objet d'un compromis historique, auquel le P.C.C. est contraint, devant la force de résistance des nationalistes mongols.

Quatorze ans plus tôt, Te wang, ancien prince mongol, avait fondé, dans la clandestinité, le premier « gouvernement autonome de Mongolie intérieure ». Cette décision allait à l'encontre du parti nationaliste de Chiang Kai-shek, qui venait tout juste de faire battre en retraite les anciens « seigneurs de guerre ». En 1936, Chiang lance une expédition punitive contre le quartier général de Te wang, le « Bai Ling miao ». L'expédition échoue, mais Te wang en tire une leçon importante : l'alliance que les Japonais lui ont proposée lui semble, dorénavant, le seul moyen de créer une région autonome contrôlée par les Mongols. L'union est cependant éphémère, car Te wang a surestimé la force de l'impérialisme japonais, et il se trouve de nouveau seul aux prises avec l'armée chinoise à la défaite du Japon, en 1945.

* L'orthographe adoptée pour la transcription des noms chinois est l'orthographe officielle chinoise (dite A.p.c., ou pinyin). Pour les noms déjà connus du public, nous avons suivi l'orthographe que suivent les agences de presse internationales. Cet article a été rédigé à partir des notes recueillies au cours d'un séjour de sept mois en Mongolie intérieure, dans le cadre d'une recherche de doctorat. Nous tenons, par la même occasion, à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, sans lequel ce voyage n'aurait pas été possible.

Cette armée chinoise n'est pourtant plus l'armée nationaliste ou la 8e armée de route contre lesquelles il s'est battu depuis le début de la formation de son mouvement. Dans leur dessein de rallier le peuple chinois autour de la cause anti-impérialiste, les communistes chinois sont, dans le Manchu-kuo, la tête de file de la résistance anti-japonaise, qui, grâce au Deuxième Front-uni, force le dragon japonais à battre en retraite précipitée. Pourtant les tambours et trompettes qui saluent la victoire contre le Japon, ne font que mieux couvrir le son des fusils et des sabots de l'infanterie de Te wang, désespérément seul à lutter pour l'autonomie de la Mongolie à l'intérieur de la Chine. Deux ans plus tard, le Parti communiste réalise son rêve. Mais Te wang n'en n'est plus qu'un observateur passif.

Pour le P.C.C., le compromis historique va encore plus loin. En effet, la formation de la « Région autonome de Mongolie intérieure » vient calmer l'esprit des communistes mongols. En fait, elle n'est, pour ces derniers, qu'une demi-mesure par rapport à leur véritable revendication, puisque sa création oblige la « Ligue des jeunes communistes mongols » et le « Parti révolutionnaire de Mongolie intérieure » à se désintégrer, contre leur gré. Le « Parti révolutionnaire de Mongolie intérieure » avait été formé à Chang-jiakou, en avril 1925, sous l'égide du Komintern puis avait été dirigé par Ulanfu à partir d'août 1927. L'opposition à la direction d'Ulanfu et du Parti communiste chinois, donne lieu à la formation de la « Ligue des jeunes communistes mongols ». Celle-ci regroupe des dissidents de 1927 et d'anciens nationalistes ayant rejeté l'option japonaise de Te wang. Elle remet en question la direction du P.C.C., sur une région habitée par un peuple minoritaire et revendique la formation de son propre parti communiste, sous le principe de l'égalité des peuples. La ligue ne dépassera jamais l'état embryonnaire et devra se plier aux arguments du P.C.C., qui n'approuve pas l'existence d'un autre parti communiste sur le territoire qu'il est amené à contrôler.

Les communistes mongols sont donc contraints de se soumettre à la décision du P.C.C., mais non sans avoir ajouté aux pressions de Te wang et favorisé la montée du nationalisme mongol dans les années 30 et 40. À l'aube d'une victoire décisive sur la Chine toute entière, le P.C.C. ne peut se permettre de s'enliser dans un conflit ethnique au nord de la Chine. L'Armée populaire de libération concentre avant tout ses forces pour une tâche beaucoup plus importante à ses yeux : l'élimination du Parti nationaliste de Chiang Kai-shek. La formation de la Région autonome de Mongolie intérieure représente davantage un compromis souhaitable, pour éviter un conflit dangereux, qu'une concession aux Mongols, en vertu des principes communistes.

Nombre d'auteurs qui abordent la question des minorités en Chine, sont d'avis que la formation des régions autonomes fait partie de la politique de détente que le P.C.C. a décidé d'adopter face aux minorités après la libération. Or, les quelques faits énoncés plus haut démontrent que les raisons,

qui ont motivé cette création, sont plus complexes. On peut, effectivement, parler de détente ou de concession dans le cas de la Mongolie intérieure. Mais ce choix n'est pas imposé par les motifs habituels comme la faible densité de population des régions occupées par les minorités, l'importance de leurs ressources naturelles, ou, simplement, parce que les minorités, et les Mongols en particulier, habitent un territoire limitrophe. Cette décision relève beaucoup plus de raisons politiques et militaires. Que le P.C.C. ait exercé, après 1949, une politique de peuplement han dans les régions autonomes, à cause de leur potentiel économique ou questions de défense, cela ne fait pas de doute. Mais ces raisons n'expliquent pas la formation de la Mongolie intérieure, de la première région déclarée autonome, qui servira de modèle pour la création des quatre autres régions autonomes.

☒ La sédentarisation des Mongols

La question de la sédentarisation des Mongols représente depuis longtemps un problème qui oppose les deux « cultures » han et mongole. Dès la fin du XVIIe siècle, lorsque la Mongolie du sud (en partie l'ancienne Mongolie intérieure) devient une colonie de l'empire manchu, sont posés les premiers jalons de la colonisation han et, par conséquent de la transformation du mode de vie traditionnel des Mongols. D'abord commerçants et prêteurs sur gages, les Hans s'implantent graduellement dans les steppes mongoles. De la fin du XVIIe au début du XIXe siècle, artisans et agriculteurs hans viennent périodiquement s'établir dans le sud de la Mongolie, repoussant sans cesse les tribus mongoles vers le nord. La colonisation han s'accroît au début du XIXe siècle, par suite de la construction du chemin de fer. Les colons hans s'établissent de plus en plus nombreux le long de la voie ferrée et de petites agglomérations urbaines apparaissent, si bien qu'au début du XXe siècle, les Mongols ne comptent plus que pour le tiers de la population de la Mongolie du sud.

L'avènement du communisme chinois s'inscrit dans la suite directe d'une pratique amorcée quelques trois ou quatre cents ans plus tôt. L'effort de redressement national et de modernisation que le gouvernement chinois entreprendra après 1949 intensifie le processus de colonisation et accélère la sédentarisation des Mongols. Du XVIIe au XIXe siècle, le pouvoir manchu a transformé les Mongols nomades en semi-nomades, et le XXe siècle est témoin de leur sédentarisation complète.

☒ La collectivisation et son effet sur la sédentarisation

Comme partout en Chine, la Mongolie intérieure est le théâtre d'un mouvement de collectivisation destiné, avant tout, à promouvoir l'économie et à renverser l'ancien ordre établi, puis, à développer l'esprit de coopération et d'entraide chez les masses laborieuses. En Mongolie intérieure,

dans les régions complètement agricoles, la collectivisation suit le même processus que dans le reste de la Chine. Dans les zones tampons, où agriculteurs et pasteurs se côtoient, apparaissent des communes d'exploitation mixte, c'est-à-dire, « mi-agricole-mi-élevage ». Enfin, dans les régions peuplées entièrement de Mongols, naissent des communes d'élevage. En 1962, l'agriculture occupe 25,2% du territoire, l'exploitation mixte, 31% et l'élevage 43%; seulement 18% de la population, en majorité mongole, habite le territoire consacré à l'élevage.

Les régions où l'on pratique l'exploitation mixte ressemblent aux régions à caractère agricole. En général, on y trouve à la fois des villages hans, voués strictement à l'agriculture, et des villages mongols, autours desquels s'étendent des prairies pour l'élevage du mouton et de la vache. Le village mongol lui-même regroupe peu d'éleveurs et sert surtout de centre administratif et culturel. Les éleveurs sont dispersés autour de lui, selon les besoins du cheptel, et habitent des maisons semblables à celles des Hans. Le troupeau se déplace en demi-cercle, passant du nord au sud avec l'arrivée de l'hiver, mais cela ne nécessite jamais plus d'une heure de déplacement pour l'éleveur, de sorte que l'utilisation de la yourte mongole est tout à fait inutile.

Bien entendu, cette nouvelle forme de communes, en créant l'encadrement administratif de la redistribution géographique du territoire, provoque la sédentarisation du reste des semi-nomades qui habitent dans le voisinage des agriculteurs. Au début, le mouvement tente même de fondre l'agriculture traditionnelle chinoise et l'élevage mongol. On cherche à transformer l'éleveur mongol en agriculteur, et vice-versa, pour former des coopératives capables d'allier les deux économies. On fait vite marche arrière, cependant, à cause des conséquences économiques et des problèmes ethniques que cela entraîne.

Maîtres de l'agriculture, les Hans sont de piètres éleveurs. Dans les journaux locaux de 1958-59, plusieurs équipes font état d'une baisse importante du cheptel, provoquée par les mauvais soins qu'il reçoit. De leur côté, les Mongols ne sont pas de meilleurs agriculteurs. Si bien que, de part et d'autre, les revenus baissent et la tension augmente, au point où l'union entre l'agriculture et l'élevage ne fait qu'élargir le fossé entre les deux peuples. Le gouvernement central réagit cependant aussi rapidement que dans le cas des communes et des rectifications de 1959 et si l'expression d'exploitation mixte demeure, cela ne signifie pas que l'on pratique les deux économies conjointement, mais plutôt que l'on retrouve ces deux formes d'économies sous une même commune, qui ne peuvent cohabiter que par la sédentarisation complète de l'éleveur.

Si la commune mixte sédentarise le reste des pasteurs semi-nomades dans les zones tampons, c'est-à-dire celles qui se trouvent entre les zones d'agriculture ou d'élevage seuls, la commune d'élevage proprement dite vise les mêmes buts, mais à plus long terme. Un séjour d'un mois dans la

brigade no 5 de la commune « Jin he », sous la bannière « Xi-wu », nous a permis de faire les constatations suivantes : à sa formation, en 1958, la brigade comptait une quarantaine de familles mongoles, dont vingt s'occupaient directement de la garde des troupeaux, en se déplaçant de façon saisonnière, c'est-à-dire une vingtaine de fois par année. À cette époque, l'on comptait trois tentes ou familles par troupeaux, donc environ sept troupeaux pour l'ensemble de la brigade. Aujourd'hui, la brigade compte quatorze troupeaux, mais n'y affecte que quatorze familles mongoles sur un total de cinquante quatre familles.

Par conséquent, si l'on note une augmentation relative du nombre de familles et une hausse sensible du nombre de troupeaux, on constate que le nombre de familles gardiennes de troupeaux a diminué de façon importante (de 20 à 14), tandis que le nombre de troupeaux a doublé. C'est que la transformation de l'organisation de base de la brigade s'est opérée grâce à la construction d'étables et à l'engagement du fourrage, qui ont permis de diminuer la taille des troupeaux amenés à se déplacer et par conséquent, le nombre de familles par troupeau. En 1958, on affectait trois familles par troupeau; aujourd'hui une seule suffit, le troupeau ne comptant plus ni les bêtes âgées, ni les bêtes malades ni les jeunes, nés dans l'année. Pour le moment, donc, restent à l'étable les bêtes qui sont le moins aptes à se déplacer; à long terme, cependant, on vise à faire disparaître totalement les longs déplacements de troupeaux.

La construction des étables et des granges, commencée en 1957, avec le mouvement de collectivisation, est un moyen d'augmenter la production et de pallier les calamités naturelles. Au début, les étables sont érigées avec un mélange de terre battue et de paille, le travail est à recommencer tous les sept ans, mais depuis trois ans, elles sont faites de pierre et de ciment et sont donc plus ou moins permanentes. Les granges et les étables sont réparties sur les 150 km² occupés par la brigade, selon un découpage géographique de la région, de façon qu'à long terme, chaque troupeau ait une aire établie dont le rayon d'action ne nécessite plus de longs déplacements.

À l'heure actuelle, l'équipe de production comprend une famille affectée aux soins d'un troupeau et 7 ou 8 autres s'occupant des travaux d'hivers, fauchage (qui se fait encore à la faux), engrangement, etc., et qui, pendant l'été, construisent étables et granges. Selon les prévisions de la brigade no 5, d'ici sept ans, elle devrait posséder suffisamment de bâtiments pour abriter tout son cheptel, c'est-à-dire 5,000 moutons et 3,000 vaches. Après cette étape viendra celle de la construction des maisons des pasteurs, pour finalement en arriver à pratiquer l'élevage sédentaire (à partir d'endroits fixes appelés « ding-ju »), comme dans le sud de la Mongolie intérieure.

Au sud, les équipes de production sont regroupées dans des endroits fixes (ding-ju) et gèrent un territoire dont la grandeur variera en fonction de la grandeur du cheptel (environ 400 moutons et 200 vaches) et des

conditions géographiques de l'endroit. Le déplacement du troupeau suivra un plan déterminé selon les axes nord-sud et est-ouest, si bien que l'hiver, on retrouvera le troupeau au sud du regroupement (ding-ju), et l'été au nord. Enfin, une zone déterminée, représentant 1/5 du territoire sera réservée pour le fourrage d'hiver. De façon générale, la vie pour les pasteurs de ces régions ressemble beaucoup à celles des pasteurs des communes à exploitation mixte, comme ces derniers ils n'auront pas plus qu'une heure de déplacement pour atteindre leur troupeau.

À certains endroits, l'utilisation de la yourte a disparu depuis plus de deux cents ans, sous l'empire manchu, mais on en retrouve encore au nord-est de la Mongolie intérieure et, plus rarement, dans le nord-ouest. Si l'histoire suit son cours et que l'ensemble des communes d'élevages prend modèle sur la commune Jin he, il ne faudra pas s'étonner qu'à la prochaine génération, les yourtes soient spécialement construites à l'intention des touristes.

En général, il semble que l'éleveur mongol voit d'un œil positif l'éventualité de s'installer en permanence dans une maison. Pour la femme mongole, il s'agit d'un avantage certain, car la yourte est son territoire et les déplacements successifs impliquent pour elle un surcroît de travail énorme. Enfin, le climat est sans doute un facteur déterminant. Au début du XVIII^e siècle, les Mongols qui habitaient les villages hans désertaient vers le sud avec leur yourte, une fois l'hiver venu. Mais, privés de leur migration vers le sud, à cause des déplacements sans cesse plus grands de la population han depuis le milieu du XVIII^e siècle, les Mongols préfèrent subir le froid nordique dans une habitation mieux conçue pour y résister.

☐ La révolution culturelle et le nationalisme mongol

Le peu d'informations que nous possédons sur la Révolution culturelle en Mongolie intérieure veulent qu'il y ait eu un essor du nationalisme mongol, sous la direction d'Ulanfu, qui fut d'ailleurs destitué en 1967. Permettez-nous d'amener ici quelques faits nouveaux, qui remettent en question le principe de l'organisation de mouvements nationalistes pendant cette période.

Au mois d'août 1967, les journaux locaux accusent Ulanfu d'être un contre-révolutionnaire, un révisionniste et un séparatiste et lui reprochent d'avoir fait passer la question des minorités avant la lutte des classes. Dans le même mois, on l'accuse d'avoir voulu former un royaume indépendant (Du-li wang-guo) en Mongolie intérieure, en citant les nombreux amis et parents pour qui il a pu obtenir des postes importants dans la région autonome (ce qui est toujours vrai à l'heure actuelle). Enfin, une foule de textes sont publiés pour accuser Ulanfu de séparatisme, chaque fois qu'il a eu le malheur d'utiliser le terme de « régional » ou encore de parler de l'importance du

problème des minorités. Voilà pour la critique verbale. Dans les faits, le mouvement va beaucoup plus loin.

Au mois de mai 1967, un han du nom de Tang Hai-qing, adjoint au commandement de la région de Pékin, est envoyé dans la région autonome pour y diriger le Comité révolutionnaire de la révolution culturelle. Dès son arrivée, il trouve appui auprès de quelques ardents révolutionnaires mongols, qui se font un devoir de dénoncer le nouveau « Parti révolutionnaire du peuple de Mongolie intérieure », mieux connu sous le diminutif de « Neirendang ». En somme, ce mouvement est supposé être la renaissance de l'ancien parti des années 20 et dont Ulanfu serait la tête dirigeante. Dans la presse, aucun détail ne transpire, sauf qu'il existe au Comité révolutionnaire de la révolution culturelle, une liste noire, sur laquelle figure les noms de tous les membres. On réussit même à dresser une carte de son quartier général et à reproduire son emblème.

Forts du support de l'armée et de Tang Hai-qing, les gardes rouges lancent une campagne de dénigrement contre le « Neirendang ». Les Mongols ayant des origines bourgeoises, un poste important ou un passé douteux, perdent leur fonction. Dans des milieux comme l'université, la majorité des Mongols, de même que leurs enfants, sont touchés directement ou indirectement. Les seuls à n'être pas impliqués, sont ceux qui font preuve d'une certaine hardiesse révolutionnaire et qui luttent contre le séparatisme. À la fin de 1967, 95% des cadres et intellectuels mongols sont considérés comme membres de ce parti, de même que 80% des élèves, mais ce sont surtout les cadres et les intellectuels qui sont attaqués.

Le mouvement prend finalement une telle proportion que si les accusations portées sont vraies, non seulement une seule organisation, mais tout le peuple mongol est séparatiste. Le 22 mai 1968, la nièce de Zhou En-lai (mariée à un chanteur mongol) sent le besoin d'intervenir et envoie une lettre au Comité central de la révolution culturelle. En réponse à sa lettre, le mouvement est arrêté et Tang Hai-qing transféré dans une autre région. Enfin, pour mettre les choses en ordre, Ulanfu réintègre ses fonctions en 1973. Puis, Hua Guo-feng déclare en 1978, qu'il n'y a jamais eu de quelconque « Neirendang » en Mongolie intérieure.

Ainsi, du fait qu'il ait pu réintégrer ses fonctions, le lien entre Ulanfu et toute forme de nationalisme moderne est très peu plausible. N'oublions pas, que lorsqu'il prit la direction du P.R.P.M.I., en 1927, Ulanfu créa une dissidence et qu'à partir de ce moment le Parti mongol ne devint qu'une copie du Parti chinois auquel il s'intégra plus tard sans la moindre résistance. Si Ulanfu avait voulu un royaume indépendant, il n'aurait pas attendu 25 ans pour agir, alors que les conditions étaient dix fois moins favorables. D'autre part, dans une région où la majorité des cadres moyens et des intellectuels qui détiennent des postes de décision, sont mongols, il n'est pas surprenant que l'on ait cherché à exploiter le côté ethnique, par le biais du séparatisme.

Mais, du début à la fin, le mouvement ressemble de trop près à ce qui s'est passé dans le reste de la Chine, pour qu'on puisse parler d'une certaine originalité mongole. Il est certain que la Révolution culturelle aura réussi à faire monter la tension entre les Hans et les Mongols, mais il s'agit là de la même tension qui a régné dans l'ensemble de la Chine, sauf qu'ici, il faut prendre en considération les particularités régionales. Dans les provinces hans, on a parlé du « Kuomintang », en Mongolie intérieure, le « Neirendang » cadrait beaucoup mieux, quand le cadre que l'on voulait déloger était mongol. Dans cette optique, le « Neirendang » n'est rien d'autre qu'une version mongole du « Kuomintang » et les accusations formulées contre celui-ci, ne doivent pas être prises avec plus de sérieux que celles formulées contre le Kuomintang.

L'explication du « Neirendang » réside beaucoup plus dans les motifs de la Révolution culturelle et de certains opportunistes, que dans un quelconque nationalisme local. Dans une région où le peuple mongol compte pour à peine 10% de la population et où le dernier mouvement nationaliste a été passé par les armes du P.C.C., il y a trente ans, nous voyons mal comment tout parti séparatiste pourrait renaître. Bref, pendant la Révolution culturelle, les Hans furent accusés d'être des petits bourgeois-capitalistes, les Mongols, des régionalistes-séparatistes.

Et pourtant, les auteurs qui se penchent sur la question des minorités en Chine trouvent tout à fait logique que par suite des politiques du P.C.C., les minorités se révoltent et veulent se séparer. Cette opinion se défend, sauf qu'à bien des égards, elle fait peut-être preuve d'une certaine méconnaissance du système socio-politique chinois, quand elle va jusqu'à proposer une résistance active des minorités. Dans un pays où même la dissidence de la majorité n'arrive pas à s'organiser, comment celle des minorités, encore plus surveillée, pourrait-elle y parvenir sinon par une résistance passive.